



MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT MOROCCO

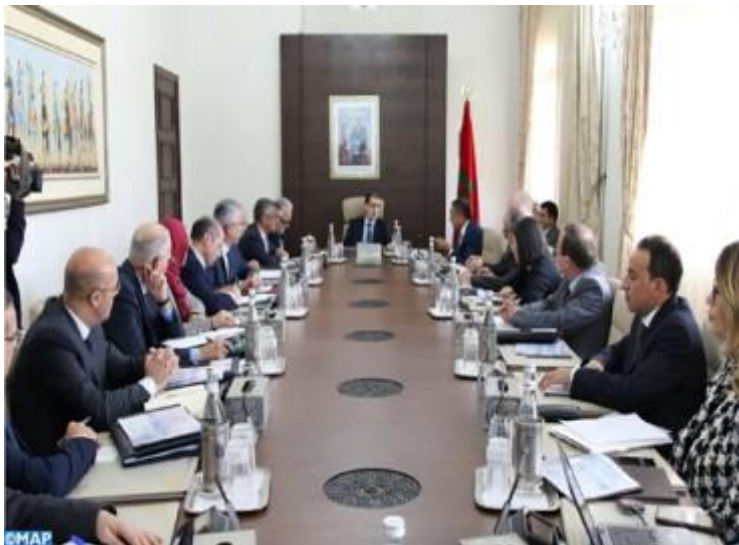
وكالة حساب قدي الألفية-المغرب

# REVUE DE PRESSE

LE CESE PRÉSENTE AU CHEF DU GOUVERNEMENT  
UNE ÉTUDE SUR LA POLITIQUE FONCIÈRE

## LE CESE PRÉSENTE AU CHEF DU GOUVERNEMENT UNE ÉTUDE SUR LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE DU ROYAUME

<http://www.maroc.ma/fr/actualites/le-cese-presente-au-chef-du-gouvernement-une-etude-sur-la-politique-immobiliere-du>



Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté, mercredi à Rabat au Chef du gouvernement Saâd Dine El Otmani, son étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'État et le plan d'action pour sa mise en œuvre.

L'étude réalisée par le CESE à la demande du gouvernement "revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays", a indiqué M. El Otmani lors de cette réunion, a rapporté le département du chef du gouvernement dans un communiqué.

A cette occasion, M. El Otmani a relevé que l'immobilier "pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale", estimant "qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif", indique le communiqué.

La concertation et le dialogue autour de ce chantier a “plusieurs aspects positifs et permettra d’assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur”, a-t-il ajouté.

Le ministre a salué toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, car “cela permet de travailler de manière intégrée et contribue à améliorer les politiques générales et le degré de la convergence”, se félicitant, à cet égard, de “l’interaction positive et continue” du CESE et ce, en réponse à une demande d’avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l’article 7 de la loi régissant le Conseil.

Le choix porté sur le CESE pour réaliser cette étude sur l’immobilier est motivé par l’expérience accumulée par le Conseil qui représente largement de nombreux acteurs et les opinions de professionnels, d’acteurs et de représentants des citoyens, a-t-il expliqué.

La réunion a été marquée par la présence, notamment du Secrétaire général du gouvernement, Mohamed Hajoui, de la ministre de l’Aménagement du territoire national, de l’urbanisme, de l’habitat et de la politique de la ville, Nezha Bouchareb et du président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Reda Chami.

La rencontre s’est également déroulée en présence du Directeur général de l’Agence Nationale de la Conservation Foncière du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC), Karim Tajmouati, **du Directeur général de l’Agence du Millenium Challenge Account-Maroc (MCC), M. Abdelghani Lakhdar** et d’un certain nombre de responsables et de cadres du CESE et des départements concernés.

## LE CESE PRÉSENTE UNE ÉTUDE SUR LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE

<https://www.leconomiste.com/flash-infos/le-cese-presente-une-etude-sur-la-politique-immobiliere>

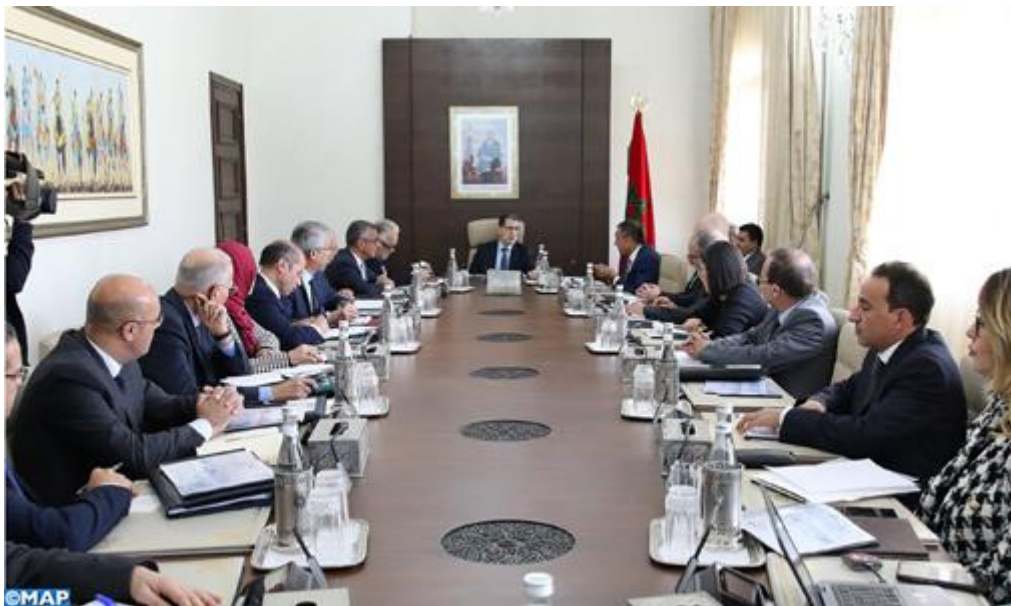
Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté, mercredi à Rabat au Chef du gouvernement Saâd Dine El Otmani, son étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'État et le plan d'action pour sa mise en œuvre.

L'étude réalisée par le CESE à la demande du gouvernement "revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays", a indiqué El Otmani lors de cette réunion.

El Otmani a relevé que l'immobilier "pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale", estimant "qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif". La concertation et le dialogue autour de ce chantier a "plusieurs aspects positifs et permettra d'assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur", a-t-il ajouté.

Le ministre a salué toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, se félicitant, à cet égard, de "l'interaction positive et continue" du CESE et ce, en réponse à une demande d'avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi régissant le Conseil.

## LE CESE PRÉSENTE À EL OTMANI UNE ÉTUDE SUR LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE



<http://www.laquotidienne.ma/article/alaune/le-cese-presente-a-el-otmani-une-etude-sur-la-politique-immobiliere>

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté, mercredi à Rabat, au chef du gouvernement Saad Eddine El Otmani, son étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'État et le plan d'action pour sa mise en œuvre.

L'étude réalisée par le CESE à la demande du gouvernement "revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays", a indiqué El Otmani lors de cette réunion.

A cette occasion, El Otmani a relevé que l'immobilier "pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale", estimant "qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif".

La concertation et le dialogue autour de ce chantier a "plusieurs aspects positifs et permettra d'assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur", a-t-il ajouté. ■

## LE CESE PRÉSENTE SON ÉTUDE SUR LE FONCIER AU MAROC

<https://Int.ma/le-cese-presente-son-etude-sur-la-politique-immobiliere-du-royaume/>

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté, mercredi à Rabat au Chef du gouvernement Saâd Dine El Otmani, son étude relative à la stratégie nationale sur la politique foncière de l'État et le plan d'action pour sa mise en œuvre.

L'étude réalisée par le CESE à la demande du gouvernement « revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays », a indiqué M. El Otmani lors de cette réunion.

A cette occasion, M. El Otmani a relevé que l'immobilier « pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale », estimant « qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif », indique le communiqué.

La concertation et le dialogue autour de ce chantier a « plusieurs aspects positifs et permettra d'assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur », a-t-il ajouté.

Le ministre a salué toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, car « cela permet de travailler de manière intégrée et contribue à améliorer les politiques générales et le degré de la convergence », se félicitant, à cet égard, de « l'interaction positive et continue » du CESE et ce, en réponse à une demande d'avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi régissant le Conseil.

Le choix porté sur le CESE pour réaliser cette étude sur l'immobilier est motivé par l'expérience accumulée par le Conseil qui représente largement de nombreux acteurs et les opinions de professionnels, d'acteurs et de représentants des citoyens, a-t-il expliqué.

La réunion a été marquée par la présence, notamment du Secrétaire général du gouvernement, Mohamed Hajoui, de la ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville, Nezha Bouchareb et du président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Reda Chami.

A cette occasion, le Président du Conseil a relevé que le foncier joue un rôle important dans la dynamique de développement du pays mais qu'il ne remplit pas suffisamment ce rôle, d'où la nécessité de formuler une nouvelle vision de la politique foncière qui répond efficacement aux besoins pressants de sécurisation de la propriété, de régulation du marché foncier et d'amélioration du système d'information foncière.

A cet effet, il a présenté les mesures proposées par le CESE. Celles-ci sont articulées autour de quatre orientations stratégiques:

- La première orientation préconise l'aménagement des espaces urbains libres de toute contrainte au développement, attractifs pour l'investissement productif et offrant des logements dignes et accessibles;
- La deuxième orientation prône une réforme progressive du statut des terres collectives qui garantit les droits individuels et collectifs, allège les contraintes au développement rural, tout en prenant en compte les impératifs de durabilité environnementale;
- La troisième orientation va dans le sens de la mise en place d'un cadre juridique régissant le secteur du foncier dans sa globalité, qui garantit la sécurité de la propriété tout en prenant en compte les spécificités et les rôles respectifs de chacun des régimes fonciers;
- La quatrième orientation vise à asseoir une gouvernance foncière efficace et efficiente dotée d'un cadre de gestion et d'instruments adaptés aux évolutions de la demande.

#### **LNT avec Map**

## RÉALISÉE PAR LE CESE À LA DEMANDE DU GOUVERNEMENT : PRÉSENTATION À RABAT D'UNE ÉTUDE SUR LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE DU ROYAUME

<https://lematin.ma/journal/2020/presentation-rabat-d-etude-politique-immobiliere-royaume/332468.html>

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté, mercredi à Rabat, au Chef du gouvernement, Saâd Eddine El Othmani, son étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'État et le plan d'action pour sa mise en œuvre. L'étude, réalisée par le CESE à la demande du gouvernement, « revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays », a indiqué M. El Othmani lors de cette réunion, a rapporté le département du Chef du gouvernement dans un communiqué.

À cette occasion, M. El Othmani a relevé que l'immobilier « pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale », estimant « qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif », indique le communiqué. La concertation et le dialogue autour de ce chantier ont « plusieurs aspects positifs et permettront d'assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur », a-t-il ajouté.

Le Chef du gouvernement a salué toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, car « cela permet de travailler de manière intégrée et contribue à améliorer les politiques générales et le degré de la convergence », se félicitant, à cet égard, de « l'interaction positive et continue » du CESE, et ce en réponse à une demande d'avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi régissant le Conseil. Le choix porté sur le CESE pour réaliser cette étude sur l'immobilier est motivé par l'expérience accumulée par le Conseil qui représente largement de nombreux acteurs et les opinions de professionnels, d'acteurs et de représentants des citoyens, a-t-il expliqué.





La réunion a été marquée par la présence, notamment du secrétaire général du gouvernement, Mohamed Hajoui, de la ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville, Nezha Bouchareb, et du président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Reda Chami.

La rencontre s'est également déroulée en présence du directeur général de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie, Karim Tajmouati, **du directeur général de l'Agence du Millennium Challenge Account-Maroc (MCC), Abdelghani Lakhdar**, et d'un certain nombre de responsables et de cadres du CESE et des départements concernés.

## POLITIQUE IMMOBILIÈRE DU MAROC : LE CESE REMET SA COPIE AU CHEF DU GOUVERNEMENT

<https://www.infomediaire.net/politique-immobiliere-du-maroc-le-cese-remet-sa-copie-au-chef-du-gouvernement/>

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté, ce mercredi à Rabat au Chef du gouvernement Saâd Dine El Otmani, son étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'État et le plan d'action pour sa mise en œuvre.

L'étude réalisée par le CESE à la demande du gouvernement "revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays", a indiqué El Otmani lors de cette réunion, a rapporté le département du chef du gouvernement dans un communiqué.

A cette occasion, El Otmani a relevé que l'immobilier "pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale", estimant "qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif", indique le communiqué.

La concertation et le dialogue autour de ce chantier a "plusieurs aspects positifs et permettra d'assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur", a-t-il ajouté.

Le ministre a salué toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, car "cela permet de travailler de manière intégrée et contribue à améliorer les politiques générales et le degré de la convergence", se félicitant, à cet égard, de "l'interaction positive et continue" du CESE et ce, en réponse à une demande d'avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi régissant le Conseil.

Le choix porté sur le CESE pour réaliser cette étude sur l'immobilier est motivé par l'expérience accumulée par le Conseil qui représente largement de nombreux acteurs et les opinions de professionnels, d'acteurs et de représentants des citoyens, a-t-il expliqué.

La réunion a été marquée par la présence, notamment du Secrétaire général du gouvernement, Mohamed Hajoui, de la ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville, Nezha Bouchareb et du président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Reda Chami.



MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT MOROCCO  
وكالة حساب تحدي الألفية-المغرب

La rencontre s'est également déroulée en présence du Directeur général de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC), Karim Tajmouati, **du Directeur général de l'Agence du Millenium Challenge Account-Maroc (MCC), Abdelghani Lakhdar** et d'un certain nombre de responsables et de cadres du CESE et des départements concernés

## POLITIQUE IMMOBILIÈRE: LE CESE PRÉSENTE UNE ÉTUDE AU CHEF DU GOUVERNEMENT

<https://fr.hespress.com/130434-le-roi-adresse-ses-condoleances-au-president-egyptien-suite-au-deces-de-hosni-moubarak.html>



La stratégie nationale sur la politique immobilière a fait l'objet d'une élaborée par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) qui l'a présentée, ce mercredi au Chef du gouvernement Saâd Dine El Otmani, ainsi que le plan d'action pour sa mise en œuvre.

Réalisée par le Conseil de Ahmed Reda Chami à la demande du gouvernement, cette étude « revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays », a fait savoir El Otmani.

Cité dans un communiqué de la présidence du gouvernement, El Otmani a relevé que l'immobilier « pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale », estimant « qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif ».

La concertation et le dialogue autour de ce chantier a « plusieurs aspects positifs et permettra d'assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur », a-t-il ajouté.

Le ministre a salué toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, car « cela permet de travailler de manière intégrée et contribue à améliorer les politiques générales et le degré de la convergence », se félicitant, à cet égard, de « l'interaction positive et continue » du CESE et ce, en réponse à une demande d'avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi régissant le Conseil.

Le choix porté sur le CESE pour réaliser cette étude sur l'immobilier est motivé par l'expérience accumulée par le Conseil qui représente largement de nombreux acteurs et les opinions de professionnels, d'acteurs et de représentants des citoyens, a-t-il expliqué.

## LE MAROC ENVISAGE LA MISE EN PLACE D'UNE STRATÉGIE IMMOBILIÈRE NATIONALE



<http://www.agenceafrique.com/23124-le-maroc-envisage-la-mise-en-place-dune-strategie-immobiliere-nationale.html>

L'étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'État marocain et le plan d'action pour sa mise en œuvre ont été présentés ce mercredi à Rabat, au Chef du gouvernement, Saâd Eddine El Othmani.

L'étude réalisée par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), à la demande du gouvernement marocain « revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays », a indiqué El Othmani lors de cette réunion, d'après un communiqué de la primature.

L'immobilier pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale, a relevé El Othmani, estimant « qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif » dans ce domaine.

Disposer d'une stratégie sur la politique immobilière de l'État permettra d'assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur, a ajouté Saâd Eddine El Othmani.

Le premier ministre a fait noter que la concertation et le dialogue autour de ce chantier ont plusieurs aspects positifs, saluant au passage, toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, car, a-t-il argumenté, « cela permet de travailler de manière intégrée et contribue à améliorer les politiques générales et le degré de la convergence ».

Il a félicité le CESE pour « l'interaction positive et continue » dont il a fait montre, en réponse à une demande d'avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi régissant le Conseil.

Le choix porté sur le CESE pour réaliser cette étude sur l'immobilier est motivé par l'expérience accumulée par le Conseil, qui représente largement de nombreux acteurs et les opinions de professionnels, d'acteurs et de représentants des citoyens, a expliqué le Chef de l'exécutif marocain.

## LE MAROC ENVISAGE LA MISE EN PLACE D'UNE STRATÉGIE IMMOBILIÈRE NATIONALE

<https://www.panorapost.com/post.php?id=25196>

L'étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'État marocain et le plan d'action pour sa mise en œuvre ont été présentés ce mercredi à Rabat, au Chef du gouvernement, Saâdeddine Elotmani.

L'étude réalisée par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), à la demande du gouvernement marocain « revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays », a indiqué Elotmani lors de cette réunion, d'après un communiqué de la primature.

L'immobilier pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale, a relevé Elotmani, estimant « qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif » dans ce domaine.

Disposer d'une stratégie sur la politique immobilière de l'État permettra d'assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur, a ajouté Saâdeddine Elotmani.

Le premier ministre a fait noter que la concertation et le dialogue autour de ce chantier ont plusieurs aspects positifs, saluant au passage, toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, car, a-t-il argumenté, « cela permet de travailler de manière intégrée et contribue à améliorer les politiques générales et le degré de la convergence ».

Il a félicité le CESE pour « l'interaction positive et continue » dont il a fait montre, en réponse à une demande d'avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi régissant le Conseil.

Le choix porté sur le CESE pour réaliser cette étude sur l'immobilier est motivé par l'expérience accumulée par le Conseil, qui représente largement de nombreux acteurs et les opinions de professionnels, d'acteurs et de représentants des citoyens, a expliqué le Chef de l'exécutif marocain.



## LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE NATIONALE DÉCORTIQUÉE PAR LE CESE UNE ÉTUDE REMISE AU CHEF DU GOUVERNEMENT PAR LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

[https://www.libe.ma/La-politique-immobiliere-nationale-decortiquee-par-le-CESE\\_a116058.html](https://www.libe.ma/La-politique-immobiliere-nationale-decortiquee-par-le-CESE_a116058.html)



Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté, mercredi à Rabat au chef du gouvernement Saâd Dine El Otmani, son étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'Etat et le plan d'action pour sa mise en œuvre.

L'étude réalisée par le CESE à la demande du gouvernement «revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays», a indiqué Saâd Dine El Otmani lors de cette réunion, a rapporté le département du chef du gouvernement dans un communiqué.

A cette occasion, il a relevé que l'immobilier «pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale», estimant «qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif», indique le communiqué.

La concertation et le dialogue autour de ce chantier ont «plusieurs aspects positifs et permettront d'assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur», a-t-il ajouté. Il a salué toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, car «cela permet de travailler de manière intégrée et contribue à améliorer les politiques générales et le degré de la convergence», se félicitant, à cet égard, de «l'interaction positive et continue» du CESE et ce, en réponse à une demande d'avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi régissant le Conseil.

Le choix porté sur le CESE pour réaliser cette étude sur l'immobilier est motivé par l'expérience accumulée par le Conseil qui représente largement de nombreux acteurs et les opinions de professionnels, d'acteurs et de représentants des citoyens, a-t-il expliqué.

La réunion a été marquée par la présence, notamment, du secrétaire général du gouvernement, Mohamed Hajoui, de la ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville, Nezha Bouchareb et du président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Reda Chami.

La rencontre s'est également déroulée en présence du directeur général de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (ANCFCC), Karim Tajmouati, **du directeur général de l'Agence du Millenium Challenge Account-Maroc (MCC), Abdelghani Lakhdar** et d'un certain nombre de responsables et de cadres du CESE et des départements concernés.

## MAROC: LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE NATIONALE DÉCORTIQUÉE PAR LE CESE

### UNE ÉTUDE REMISE AU CHEF DU GOUVERNEMENT PAR LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

<https://fr.allafrica.com/stories/202002280659.html>

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté, mercredi à Rabat au chef du gouvernement Saâd Dine El Otmani, son étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'Etat et le plan d'action pour sa mise en œuvre.

L'étude réalisée par le CESE à la demande du gouvernement « revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays », a indiqué Saâd Dine El Otmani lors de cette réunion, a rapporté le département du chef du gouvernement dans un communiqué.

A cette occasion, il a relevé que l'immobilier « pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale », estimant « qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif », indique le communiqué.

La concertation et le dialogue autour de ce chantier ont « plusieurs aspects positifs et permettront d'assurer la convergence requise pour dépasser les problèmes du secteur », a-t-il ajouté.

Il a salué toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, car « cela permet de travailler de manière intégrée et contribue à améliorer les politiques générales et le degré de la convergence », se félicitant, à cet égard, de « l'interaction positive et continue » du CESE et ce, en réponse à une demande d'avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi régissant le Conseil.

Le choix porté sur le CESE pour réaliser cette étude sur l'immobilier est motivé par l'expérience accumulée par le Conseil qui représente largement de nombreux acteurs et les opinions de professionnels, d'acteurs et de représentants des citoyens, a-t-il expliqué.

La réunion a été marquée par la présence, notamment, du secrétaire général du gouvernement, Mohamed Hajoui, de la ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville, Nezha Bouchareb et du président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Reda Chami.

La rencontre s'est également déroulée en présence du directeur général de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (ANCFCC), Karim Tajmouati, du **directeur général de l'Agence du Millenium Challenge Account-Maroc (MCC), Abdelghani Lakhdar** et d'un certain nombre de responsables et de cadres du CESE et des départements concernés.

## LE CESE PRÉSENTE À SAAD EDDINE EL OTHMANI UNE ÉTUDE SUR LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE DU MAROC

<https://lactu24.com/le-cese-presente-a-saad-eddine-el-othmani-une-etude-sur-la-politique-immobiliere-du-maroc/>

**Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté, mercredi à Rabat au Chef du gouvernement Saâd Eddine El Otmani, son étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'État et le plan d'action pour sa mise en œuvre.**

Selon un communiqué du département du chef du gouvernement, l'étude réalisée par le CESE à la demande du gouvernement « revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays ».

D'après la même source, le chef de l'exécutif a indiqué que l'immobilier « pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale », estimant « qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif ».

Saad Eddine El Otmani a exprimé sa satisfaction de toutes les formes de coopération entre les différentes institutions constitutionnelles nationales, selon lui « cela permet de travailler de manière intégrée et contribue à améliorer les politiques générales et le degré de la convergence ». Il a par ailleurs salué « l'interaction positive et continue » du CESE et ce, en réponse à une demande d'avis soumise par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi régissant le Conseil.

Le choix porté sur le CESE pour réaliser cette étude sur l'immobilier est motivé par l'expérience accumulée par le Conseil qui représente largement de nombreux acteurs et les opinions de professionnels, d'acteurs et de représentants des citoyens, a-t-il expliqué.

La réunion a été marquée par la présence, notamment du Secrétaire général du gouvernement, Mohamed Hajoui, de la ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville, Nezha Bouchareb et du président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Reda Chami.



La rencontre s'est également déroulée en présence du Directeur général de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC), Karim Tajmouati, **du Directeur général de l'Agence du Millenium Challenge Account-Maroc (MCC), Abdelghani Lakhdar** et d'un certain nombre de responsables et de cadres du CESE et des départements concernés.

# PRÉSENTÉE MERCREDI DERNIER AU CHEF DU GOUVERNEMENT LES QUATRE ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DE L'ÉTUDE DU CESE SUR LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE

<https://lematin.ma/journal/2020/quatre-orientations-strategiques-letude-cese-politique-immobiliere/332589.html>

L'étude intitulée « Le foncier au Maroc : un levier fondamental pour le développement durable et l'inclusion sociale », réalisée suite à une saisine du Chef du gouvernement, a été présentée mercredi à Rabat. Elle résume la vision du Conseil économique, social et environnemental (CESE) pour la formulation d'une nouvelle vision de la politique foncière du Maroc.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté, mercredi à Rabat au Chef du gouvernement, Saâd Eddine El Othmani, son étude relative à la stratégie nationale sur la politique immobilière de l'État et le plan d'action pour sa mise en œuvre. Selon le président du Conseil, Ahmed Réda Chami, les mesures proposées par le CESE s'articulent autour de quatre orientations stratégiques avec comme objectif de formuler une nouvelle vision de la politique foncière qui répond efficacement aux besoins pressants de sécurisation de la propriété.

C'est ainsi que le Conseil préconise l'aménagement d'espaces urbains libres de toute contrainte au développement, attractifs pour l'investissement productif et offrant des logements dignes et accessibles. Dans sa deuxième orientation, il prône également « une réforme progressive du statut des terres collectives qui garantit les droits individuels et collectifs, allège les contraintes au développement rural, tout en prenant en compte les impératifs de durabilité environnementale ».

S'agissant des deux autres orientations, elles vont dans le sens de la mise en place d'un cadre juridique régissant le secteur du foncier dans sa globalité, qui garantit la sécurité de la propriété tout en prenant en compte les spécificités et les rôles respectifs de chacun des régimes fonciers. Elles ont également pour objectif d'asseoir une gouvernance foncière efficace et efficiente, dotée d'un cadre de gestion et d'instruments adaptés aux évolutions de la demande.

Commentant cette étude, réalisée à la demande du gouvernement, le Chef de l'Exécutif avait affirmé qu'elle « revêt une importance particulière parce qu'elle constitue une plateforme d'une stratégie immobilière nationale qui répond à un certain nombre d'aspirations en matière de réforme foncière dans notre pays ».

M. El Othmani a également relevé que l'immobilier « pose de nombreuses problématiques héritées de l'époque coloniale », estimant « qu'en élaborant une stratégie immobilière nationale, nous allons réaliser un saut qualitatif ».





MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT MOROCCO  
وكالة حساب تحدي الألفية-المغرب

# قراءة في الصحف

## المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي يقدم للحكومة دراسة حول السياسة العقارية ببلادنا

<https://www.cg.gov.ma/ar/>



قدّم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لرئيس الحكومة، الدكتور سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدها بطلب من الحكومة بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها .

وقال رئيس الحكومة، في افتتاح اجتماع عقد يوم الأربعاء 26 فبراير 2020، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي تكتسي أهمية بالغة لأنها "تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا ."

وأضاف رئيس الحكومة أن العقار "ي طرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار، لذلك فإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية"، مذكرا بأن التشاور والحوار حول هذا الورش له عدة جوانب إيجابية وسيؤدي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع .

وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، كما أن التشاور الهادف، يضيف رئيس الحكومة، يساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتقائية، "لذا نحن سعداء بهذه الدراسة التي قدمها المجلس، مشكورا على تفاعله الإيجابي والمستمر، استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقا لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس".

وفي هذا الصدد، أوضح رئيس الحكومة أن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز دراسة حول العقار تم انطلاقا من الخبرة التي يتوفر عليها المجلس، وأيضا لأنه يعكس تمثيلية واسعة لفعاليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن .

الجدير بالذكر أن هذا الاجتماع حضره على الخصوص الأمين العام للحكومة، السيد محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، السيدة نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، السيد محمد رضا الشامي.

كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، السيد كريم التاجموتي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية- المغرب، السيد عبد الغني الأخضر، وعدد من المسؤولين والأطر من المجلس والقطاعات المعنية.

## المجلس الاقتصادي والاجتماعي يقدم لرئيس الحكومة دراسة حول السياسة العقارية بالمملكة

<http://www.maroc.ma/ar/>

قدم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، يوم الأربعاء بالرباط، لرئيس الحكومة، السيد سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدها بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها.

ونقل بلاغ لرئاسة الحكومة عن السيد العثماني قوله، خلال هذا الاجتماع، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي بطلب من الحكومة "تكتسي أهمية بالغة لأنها تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا".

وأضاف المصدر ذاته أن السيد العثماني سجل بالمناسبة أن العقار "ي طرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار"، معتبرا أنه "بإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية".

وأضاف السيد العثماني أن التشاور والحوار حول هذا الورش "له عدة جوانب إيجابية وسيؤدي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع".

وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية "لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، ويساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتقائية"، منوها في هذا الصدد ب"التفاعل الإيجابي والمستمر" للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقا لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس.

وذكر السيد العثماني بأن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز هذه الدراسة حول العقار تم بالنظر للخبرة التي يتوفر عليها المجلس، ولأنه يعكس تمثيلية واسعة لفاعليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطنين.

حضر هذا الاجتماع، على الخصوص، الأمين العام للحكومة، السيد محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، السيدة نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، السيد محمد رضا الشامي.



كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، السيد كريم التاجموعي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية - المغرب، السيد عبد الغني الأخضر، وعدد من المسؤولين والأطر من المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي والقطاعات المعنية.

## المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي يقدم دراسة حول السياسة العقارية بالمغرب

<https://ladepeche24.com/>

قدّم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لرئيس الحكومة، سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدها بطلب من الحكومة بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها.

وقال رئيس الحكومة، في افتتاح اجتماع عقد يوم الأربعاء 26 فبراير 2020، إنّ الدراسة التي أنجزها هذا المجلس تكتسي أهمية بالغة لأنها «تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعددٍ من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا».

وأضاف العثماني أنّ العقار «يطرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار، لذلك فبإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية»، مُدكِّراً بأنّ التشاور والحوار حول هذا الورش له عدّة جوانب إيجابية وسيؤدي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع.

وأشاد رئيس الحكومة، بكلّ أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية؛ لأنه يُمكن من العمل بطريقة مندمجة، كما أنّ التشاور الهادف، يضيف رئيس الحكومة، يساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتقائية، «لذا نحن سعداء بهذه الدراسة التي قدّمها المجلس، مشكوراً على تفاعله الإيجابي والمستمرّ، استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقاً لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس».

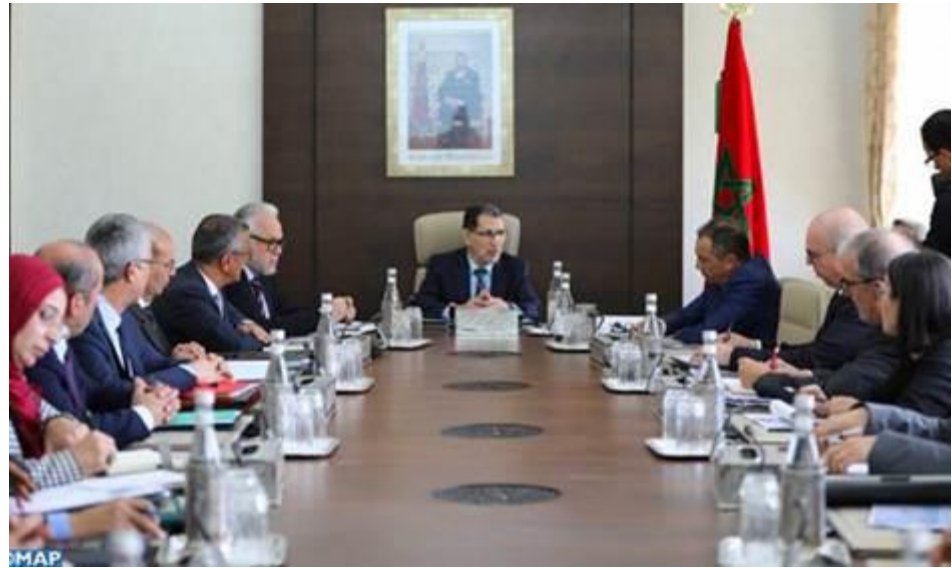
وفي هذا الصدد، أوضح رئيس الحكومة، أنّ اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز دراسة حول العقار، تم انطلاقاً من الخبرة التي يتوفّر عليها المجلس، وأيضاً لأنه يعكس تمثيلية واسعة لفعاليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن.

الجدير بالذكر، أنّ هذا الاجتماع حضره على الخصوص الأمين العام للحكومة، محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، محمد رضا الشامي.

كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، كريم التاجموتي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية-المغرب، عبد الغني الأخضر، وعددٍ من المسؤولين والأطر من المجلس والقطاعات المعنية.

## المجلس الاقتصادي والاجتماعي يقدم لرئيس الحكومة دراسة حول السياسة العقارية بالمملكة

<https://www.bilakoyoud.com/index.php/politique/11157-2020-02-26-17-37-32>



الرباط/ قدم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، اليوم الأربعاء بالرباط، لرئيس الحكومة، سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدّها بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها.

ونقل بلاغ لرئاسة الحكومة عن العثماني قوله، خلال هذا الاجتماع، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي بطلب من الحكومة "تكتسي أهمية بالغة لأنها تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا".

وأضاف المصدر ذاته أن العثماني سجل بالمناسبة أن العقار "يطرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار"، معتبرا أنه "بإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية". وأضاف السيد العثماني أن التشاور والحوار حول هذا الورش "له عدة جوانب إيجابية وسيؤدي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع".

وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية "لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، ويساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتقائية"، منوها في هذا الصدد ب"التفاعل الإيجابي والمستمر" للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقا لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس.

وذكر العثماني بأن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز هذه الدراسة حول العقار تم بالنظر للخبرة التي يتوفر عليها المجلس، ولأنه يعكس تمثيلية واسعة لفعاليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن. حضر هذا الاجتماع، على الخصوص، الأمين العام للحكومة، محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، محمد رضا الشامي.

كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، كريم التاجموتي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية - المغرب، عبد الغني الأخضر، وعدد من المسؤولين والأطر من المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي والقطاعات المعنية.



## المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي يقدم للحكومة دراسة حول السياسة العقارية ببلادنا

<http://maghrebnews.ma/>

قدّم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لرئيس الحكومة، الدكتور سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدها بطلب من الحكومة بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها .

وقال رئيس الحكومة، في افتتاح اجتماع عقد يوم الأربعاء 26 فبراير 2020، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي تكتسي أهمية بالغة لأنها "تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا ."

وأضاف رئيس الحكومة أن العقار "ي طرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار، لذلك فيإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق فقرة نوعية"، مذكرا بأن التشاور والحوار حول هذا الورش له عدة جوانب إيجابية وسيؤدي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع .

وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، كما أن التشاور الهادف، يضيف رئيس الحكومة، يساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتقائية، "لذا نحن سعداء بهذه الدراسة التي قدمها المجلس، مشكورا على تفاعله الإيجابي والمستمر، استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقا لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس ."

وفي هذا الصدد، أوضح رئيس الحكومة أن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز دراسة حول العقار تم انطلاقا من الخبرة التي يتوفر عليها المجلس، وأيضا لأنه يعكس تمثيلية واسعة لفعاليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن .

الجدير بالذكر أن هذا الاجتماع حضره على الخصوص الأمين العام للحكومة، السيد محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، السيدة نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، السيد محمد رضا الشامي.

كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، السيد كريم التاجموعي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية- المغرب، السيد عبد الغني الأخضر، وعدد من المسؤولين والأطر من المجلس والقطاعات المعنية.

## مجلس الشامي يقدم للحكومة دراسة حول الاستراتيجية الوطنية للسياسة العقارية بالمغرب

<https://almaaraka.com/>



قدم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لرئيس الحكومة، سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدها بطلب من الحكومة بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها.

وقال رئيس الحكومة، في افتتاح اجتماع عقد يوم الأربعاء 26 فبراير 2020، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي تكتسي أهمية بالغة لأنها "تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا"، بحسب بلاغ توصلت به جريدة "نفس" الرقمية.

وأضاف العثماني، أن العقار يطرح إشكالات عديدة “ورثناها عن عهد الاستعمار، لذلك فبإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية”، مذكرا بأن التشاور والحوار حول هذا الورش له عدة جوانب إيجابية وسيؤدي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع.

كما أشاد المتحدث ذاته، بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، كما أن التشاور الهادف، يضيف العثماني، يساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتقائية، “لذا نحن سعداء بهذه الدراسة التي قدمها المجلس، مشكورا على تفاعله الإيجابي والمستمر، استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقا لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس.”

وأوضح رئيس الحكومة في هذا الصدد، أن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز دراسة حول العقار تم انطلاقا من الخبرة التي يتوفر عليها المجلس، وأيضا لأنه يعكس تمثيلية واسعة لفعاليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن.

## الشامي يقدم للعثماني دراسة تحذر من انتشار الريع العقاري القائم على المضاربة وتجميد الأراضي.. اتفق مع بنعبد القادر حول هشاشة الأمن القانوني المتعلق بتحصين الملكية العقارية

<https://www.alittihad.info/>



كشفت الدراسة التي قدمها رئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي أحمد رضا الشامي أول أمس الأربعاء، لرئيس الحكومة سعد الدين العثماني، عن مجموعة من الاختلالات المتراكمة في القطاع العقاري على مدى عقود والتي خلفت تداعيات سلبية مهمة على المستويات الاقتصادية والاجتماعية والبيئية.

وأوضحت الدراسة التي أنجزها المجلس بناء على طلب من الحكومة والتي ضمنها رؤيته بشأن بلورة استراتيجية وطنية جديدة للسياسة العقارية للدولة، أن الفئات المعوزة والطبقة الوسطى تجد صعوبة حقيقية في الولوج إلى سكن نظامي لائق، بسبب

ارتفاع تكلفته، حيث تضطر الأسر المعوزة إلى اللجوء إلى معاملات غير نظامية وإلى تفاهات مختلفة للولوج إلى العقار بتكلفة مناسبة، أو حتى إلى احتلال الأراضي بصورة غير قانونية، ترقباً للاستفادة من برامج لتسوية الوضعية أو إعادة الإسكان.

ونبهت الدراسة إلى استمرار انتشار السكن العشوائي على الرغم من وجود برامج من قبيل "مدن بدون صفائح"، والتي لم تمكن من ضمان الاندماج الأمثل للأسر التي تمت إعادة إسكانها في أحياء بعيدة عن وسط المدينة، مما يزيد من حدة الفوارق الاجتماعية والمجالية.

وفي نفس الوقت، حذرت الدراسة من مظاهر التمييز الاجتماعي، وضياع الأراضي الفلاحية وتدهور الأنظمة الإيكولوجية جراء انعكاسات ظاهرة التعمير القائم على منطق انتهاز الفرص العقارية المتاحة والتوسع العشوائي لضواحي المدن.

وسجلت الدراسة التي قدمها الشامي، هشاشة الأمن القانوني المتعلق بتحسين الملكية العقارية، وهي نفس الخلاصة التي نبه إليها وزير العدل محمد بنعبد القادر يوم الثلاثاء خلال ترؤسه أشغال اللجنة المكلفة بتتبع موضوع "الاستيلاء على عقارات الغير" حيث أكد الوزير أن هناك "مقتضيات قانونية تتضمنها مدونة الحقوق العينية والقانون الجنائي وقانون المسطرة الجنائية وقانون الإلتزامات والعقود، تشوبها ثغرات كبيرة"، وهو ما يسمح باستفحال ظاهرة الاستيلاء على عقارات الغير، داعياً إلى إدخال تعديلات جوهرية على عدد من القوانين.

على صعيد آخر، حذرت دراسة المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي من انتشار الممارسات الربعية القائمة على المضاربة وتجميد الوعاء العقاري، وذلك على حساب التعبئة الناجعة للأراضي من أجل الاستثمار المنتج.

واعتبر المجلس أن التشخيص الذي تم إنجازه في إطار هذه الدراسة قد مكن من الوقوف على مجموعة واسعة من الثغرات ومكامن الخلل التي ينبغي أن تشكل مسالك إصلاح ذات أولوية بالنسبة لأي استراتيجية عقارية مستقبلية. وميزت الدراسة بين مستويين من الاختلالات العقارية، مستوى مرتبط بالإطار القانوني والجبائي المنظم لمجال العقار، الذي تعتره العديد من النواقص تتعلق على وجه الخصوص بتعدد الأنظمة القانونية للأراضي، وتقدم الترسنة القانونية وتعقدها وعدم استكمال تصفية الوضعية القانونية لأموال الدولة، وهو ما من شأنه أن يعيق تعبئة العقار لفائدة مشاريع التنمية الاجتماعية والاقتصادية، والعرض غير الكافي من الأراضي المهيأة، مما يبقي الأسعار عند مستويات مرتفعة، وانعدام أدوات لتقنين السوق العقارية (باستثناء حق الدولة في الشفعة أي الأفضلية، وكذا اللجوء المفرط للاستثناءات، في الوسطين الحضري والقروي على حد سواء، من أجل الاستجابة للطلبات المستعجلة وغياب آليات جبائية ملائمة لمجال العقار، لاسيما في حالة تغيير النشاط المخصص للأراضي، وهو ما يشكل مجالاً خصباً للمضاربة وتجميد الوعاء العقاري والممارسات غير القانونية. وأخيراً ضعف تحسين الملكية العقارية بسبب بطء وتيرة إجراءات التحفيظ، لاسيما في الوسط القروي..

أما المستوى الثاني من هذه الاختلالات التي رصدتها المجلس فهم حكامه السياسات العمومية وتجانسها وهو مجال عمل يتعلق بمدى نجاعة الاختيارات التي تم تبنيها في مجال السياسة العقارية ببلادنا، وكذا التفاعلات بين هذه السياسة والسياسات العمومية الأخرى، القطاعية منها والترابية. ومن بين الإكراهات التي تم الوقوف عليها في هذا الصدد، ذكر المجلس بغياب اعتماد توجه استراتيجي متجانس ومندمج في مجال العقار، وضعف الترابط بين وثائق التعمير والخدمات العمومية الحضرية، وتراجع دور التعمير كآلية للتقنين، وضعف الأداء العقاري..

وبناء على عناصر التشخيص التي تم تقديمها في هذا الشأن، اقترح المجلس أربعة توجهات استراتيجية تضم مجموعة من الإجراءات الرامية إلى تحديث الإطار العام المنظم لمجال العقار، حيث يروم التوجه الأول تهيئة مجالات حضرية متحررة من أي قيود تحول دون تحقيق التنمية، ومستقطبة للاستثمار المنتج وتوفر سكناً يكفل شروط العيش الكريم ويكون متاحاً للجميع، وذلك عبر وضع برامج للنهوض بالسكن المتوسط، وتدعيمها بتدابير تحفيزية، مع العمل على ضمان تتبع صارم للتصدي للممارسات غير السليمة التي واكبت تنفيذ بعض برامج السكن الاجتماعي. واللجوء إلى ضم الأراضي في المناطق المحيطة بالمدن، وفق مساطر شفافة تُوفّر المعلومة للجميع، من أجل إتاحة تدخل عمومي يكفل تسريع وتيرة فتح الأراضي أمام عمليات التهيئة العمرانية.

أما التوجه الثاني، الذي يقتره المجلس، فيسعى إلى إرساء إصلاح تدريجي للنظام الخاص بالأراضي الجماعية يكفل الحقوق الفردية والجماعية ويحد من الإكراهات التي تعيق التنمية القروية، مع الحرص على أخذ متطلبات الاستدامة البيئية بعين الاعتبار. بينما يهدف التوجه الثالث إلى إرساء إطار قانوني ينظم قطاع العقار في شموليته، ويضمن تحصين حقوق الملكية، فيما يروم إرساء حكامه عقارية فعالة وناجعة تتوفر على إطار للتدبير وأدوات ملائمة لتطورات الطلب.

## المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي يقدم تقريره حول العقار إلى رئيس الحكومة ويوصي بـ"مدونة للعقار"



<https://www.maghrebalaan.com/archives/80015>

بمبادرة من السيد سعد الدين العثماني، انعقد، اليوم، اجتماع تمّ خلاله تقديم ومناقشة تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي حول العقار بالمغرب.

وهذه المناسبة، سجّل السيد أحمد رضى شامي، رئيس المجلس، أن العقار يضطلع بدور محوري في الدفع بعجلة التنمية. غير أنه لا يضطلع بهذا الدور على الوجه الأكمل. لذلك، ينبغي صياغة رؤية جديدة للسياسة العقارية، بما يجعل العقار يستجيب لحاجيات تحصيل الملكية العقارية، وتقنين المعاملات العقارية، وتحسين نظام المعلومات العقارية.

وعليه، قدّم السيد شامي توصيات المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي في هذا الصدد والمنتظمة حول 4 توجهات استراتيجية:

- يروم التوجه الأول تهيئة مجالات حضرية متحررة من أي قيود تحول دون تحقيق التنمية، ومستقطبة للاستثمار المنتج وتوفر سكناً يكفل شروط العيش الكريم ويكون متاحاً للجميع.
- يسعى التوجه الثاني إلى إرساء إصلاح تدريجي للنظام الخاص بالأراضي الجماعية يكفل الحقوق الفردية والجماعية، ويحد من الإكراهات التي تعيق التنمية القروية، مع الحرص على أخذ متطلبات الاستدامة البيئية بعين الاعتبار.
- يهدف التوجه الثالث إلى إرساء إطار قانوني ينظم قطاع العقار في شموليته، ويضمن تحصين حقوق الملكية مع مراعاة الخصوصيات والأدوار المنوطة بكل نظام من الأنظمة العقارية.
- يروم التوجه الرابع، إرساء حكامه عقارية فعالة وناجعة تتوفر على إطار للتدبير وأدوات قادرة على الاستجابة للطلبات المتغيرة.

وجدير بالذكر، أن هذا التقرير، الذي يحمل عنوان "العقار في المغرب: رافعة أساسية من أجل تحقيق التنمية المستدامة والإدماج الاجتماعي"، تم إنجازه بطلب من السيد رئيس الحكومة من أجل إعداد دراسة يقترح فيها المجلس رؤيته بشأن بلورة استراتيجية وطنية جديدة للسياسة العقارية بتنسيق العمل مع وكالة "حساب تحدي الألفية-المغرب".



## المجلس الاقتصادي والاجتماعي يقدم لرئيس الحكومة دراسة حول السياسة العقارية

<https://www.klyoum.com/morocco-news/>

قدم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، لرئيس الحكومة، سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدها بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها.

وقال رئيس الحكومة، في افتتاح اجتماع عقد يوم الأربعاء 26 فبراير 2020، بحسب ما أورده الموقع الرسمي للحكومة، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي تكتسي أهمية بالغة لأنها "تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا".

وأضاف رئيس الحكومة أن العقار "يُطرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار، لذلك فيإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية"، مذكرا بأن التشاور والحوار حول هذا الورش له عدة جوانب إيجابية وسيفضي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع.

وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، كما أن التشاور الهادف، يضيف رئيس الحكومة، يساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتقائية، "لذا نحن سعداء بهذه الدراسة التي قدمها المجلس، مشكورا على تفاعله الإيجابي والمستمر، استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقا لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس".

وأوضح رئيس الحكومة أن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز دراسة حول العقار تم انطلاقا من الخبرة التي يتوفر عليها المجلس، وأيضا لأنه يعكس تمثيلية واسعة لفاعليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن.

يذكر أن هذا الاجتماع حضره على الخصوص الأمين العام للحكومة، محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، محمد رضا الشامي.

كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، كريم التاجموتي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية-المغرب، عبد الغني الأخضر، وعدد من المسؤولين والأطر من المجلس والقطاعات المعنية.

## العثماني والشامي يتباحثان حول تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي حول العقار بالمغرب

<https://www.2m.ma/ar/>

بمبادرة من رئاسة الحكومة ناقش أحمد رضا الشامي خلال اجتماع مع سعد الدين العثماني تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي حول العقار بالمغرب. الذي تم إعداده بتنسيق مع وكالة "حساب تحدي الألفية- المغرب"، وذلك في إطار إحالة من السيد رئيس الحكومة من أجل إنجاز دراسة تهدف الى بلورة استراتيجية وطنية جديدة للسياسة العقارية

وكان مجلس الشامي، قد خلاص في تقريره الى ورود عدة اختلالات في تدبير عقار المغرب حيث يقترح تصورا بـ 4 توجهات استراتيجية و70 إجراء عملي، "تهدف إلى توفير سكن لائق بكلفة مناسبة للطبقة الوسطى في المجال الحضري مع ضرورة وجود سياسة تحفز على إنشاء وخلق مناطق اقتصادية

ونبه التقرير المقدم امام سعد الدين العثماني، لأهمية تسوية العقار غير النظامي أو السكن غير النظامي ومحاربة المضاربة عبر تقنين رخص البناء، حيث تساعد في المضاربة، مضيفا إلى اهمية تأمين حقوق المواطن في ملكيته حيث أن 44% من الأراضي الموجودة في المغرب هي أراضي الجموع

وقال رئيس الحكومة، خلال الاجتماع أن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي تكتسي أهمية بالغة لأنها "تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا". مضيفا أن العقار "يطرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار، لذلك فبإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية".

وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، كما أن التشاور سيساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتقائية.

وجاء في رأي المجلس أن العقار يضطلع بدور محوري في الدفع بعجلة التنمية الاقتصادية وتقليص الفراق المجالية وترسيخ العدالة الاجتماعية غير أنه في ظل أوجه القصور التي تعترى القواعد الواردة في النصوص القانونية والتنظيمية المنظمة للعقار والتي من المفترض أن تحمي الحقوق العقارية، تشكّل تدريجيا لدى المواطنين شعور بعدم الإنصاف حيال هذه المقتضيات. كما يتكرس هذا الشعور جراء منطوق المضاربات الذي يسود في بعض المعاملات ومكامن الضعف المسجلة على مستوى تنزيل السياسات العمومية ذات صلة بالعقار، وذلك في ضوء متطلبات تحقيق التنمية الاقتصادية والاجتماعية والبيئية لبلادنا".

وسجل المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي غياب إطار استراتيجي مشترك، لضمان تجانس السياسات العمومية ذات الصلة بقطاع العقار وتوجيهها بشكل فعال. بالإضافة إلى ذلك، لا تزال الجهود المبذولة من قبل السلطات العمومية تواجه إكراهات كبرى من حيث تجانس والتقائية الأهداف والتدابير المعتمدة، في ظل تعدد المتدخلين المعنيين، وتنوع الأنظمة القانونية المنظمة للعقار وغياب آليات تنسيق لامركزية ناجعة في هذا المجال".

وتابع مجلس الشامي "وارتكازاً على عناصر التشخيص التي تم تقديمها في هذا الشأن، يقترح المجلس أربعة توجهات استراتيجية تضم مجموعة من الإجراءات الرامية إلى تحديث الإطار العام المنظم لمجال العقار، مع الحرص على الحفاظ على التوازنات التي يقوم عليها، وذلك بما يُمَكِّن من الاستجابة بشكل ناجع للحاجيات الملحة المتعلقة بتحسين الملكية العقارية، وتقنين المعاملات العقارية، وتحسين نظام المعلومات العقارية".

ودعا مجلس الشامي إلى تعزيز وتوحيد الإطار القانوني المنظم للعقار، من خلال إحداث «مدونة عقارية» تتضمن القواعد المشتركة التي تهتم جميع الأنظمة العقارية والقواعد الخاصة الأخرى المطبقة على بعض أنواع العقار أو الأنظمة العقارية" مع بتعزيز آليات تنسيق العمل في المجال العقاري، من خلال إحداث مؤسسة متخصصة تخوّل لها صلاحيات واسعة وسن إطار ضريبي ملائم ومتطور قائم على التناسب، يركز على معلومات متاحة للجميع وشفافة، وذلك من أجل التصدي للمضاربة، مع التفكير في إمكانية استحداث ضريبة تستهدف الممتلكات غير المنتجة للثروة.

## لتجاوز إشكالات العقار.. "المجلس الاقتصادي" يقدم للحكومة دراسة حول السياسة العقارية بالمغرب

<http://www.khabarmaroc.com/news/>



قدّم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لرئيس الحكومة، دراسة أعدها بطلب من الحكومة بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها.

وقال رئيس الحكومة، في افتتاح اجتماع عقد يوم الأربعاء، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي تكتسي أهمية بالغة لأنها "تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا."

## العثماني: قطاع العقار يطرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار

<http://www.alyaoum24.com/1382413.html>

قال رئيس الحكومة، سعد الدين العثماني، إن العقار "يطرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار"، مشددا على أنه "بإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية".

أوضح العثماني، في افتتاح اجتماع مع المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، لتقديم دراسة أعدها المجلس بطلب من الحكومة، بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة، (أوضح) أن التشاور، والحوار حول هذا الورش، له عدة جوانب إيجابية، وسيؤدي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع.

ويرى رئيس الحكومة أن الدراسة، التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، تكتسي أهمية بالغة، لأنها "تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية، تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا".

وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية، لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، كما أن التشاور الهادف، يضيف رئيس الحكومة، يساهم في تجويد السياسات العامة، ورفع درجة الالتقائية.

وزاد رئيس الحكومة أن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، لإنجاز دراسة حول العقار، تم انطلاقا من الخبرة، التي يتوفر عليها المجلس، وأيضا، لأنه يعكس تمثيلية واسعة لفعاليات عديدة، وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين، والفاعلين، وممثلي المواطن.

## مجلس الشامي يقدم لرئيس الحكومة دراسة حول السياسة العقارية بالمملكة

<https://ar.le360.ma/politique/161732>



قدم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، اليوم الأربعاء بالرباط، لرئيس الحكومة، سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدها بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها.

ونقل بلاغ لرئاسة الحكومة عن العثماني قوله، خلال هذا الاجتماع، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي بطلب من الحكومة "تكتسي أهمية بالغة لأنها تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا".

وأضاف المصدر ذاته أن العثماني سجل بالمناسبة أن العقار "يطرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار"، معتبرا أنه "بإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية".

وأضاف العثماني أن التشاور والحوار حول هذا الورش "له عدة جوانب إيجابية وسيؤدي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع."

وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية "لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، ويساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتقائية"، منوها في هذا الصدد بـ"التفاعل الإيجابي والمستمر" للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقا لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس.

وذكر العثماني بأن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز هذه الدراسة حول العقار تم بالنظر للخبرة التي يتوفر عليها المجلس، ولأنه يعكس تمثيلية واسعة لفاعليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن.

حضر هذا الاجتماع، على الخصوص، الأمين العام للحكومة، محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، محمد رضا الشامي.

كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، كريم التاجموتي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية - المغرب، عبد الغني الأخضر، وعدد من المسؤولين والأطر من المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي والقطاعات المعنية.

## المجلس الاقتصادي والاجتماعي يقدم لرئيس الحكومة دراسة حول السياسة العقارية بالمملكة



قدم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، اليوم الأربعاء بالرباط، لرئيس الحكومة، السيد سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدها بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها.

ونقل بلاغ لرئاسة الحكومة عن السيد العثماني قوله، خلال هذا الاجتماع، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي بطلب من الحكومة "تكتسي أهمية بالغة لأنها تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا".

وأضاف المصدر ذاته أن السيد العثماني سجل بالمناسبة أن العقار "ي طرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار"، معتبرا أنه "بإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية". وأضاف السيد العثماني أن التشاور والحوار حول هذا الورش "له عدة جوانب إيجابية وسيؤدي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع". وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون



بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية "لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، ويساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتقائية"، منوها في هذا الصدد ب"التفاعل الإيجابي والمستمر" للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقا لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس.

وذكر السيد العثماني بأن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز هذه الدراسة حول العقار تم بالنظر للخبرة التي يتوفر عليها المجلس، ولأنه يعكس تمثيلية واسعة لفاعليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن. حضر هذا الاجتماع، على الخصوص، الأمين العام للحكومة، السيد محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، السيدة نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، السيد محمد رضا الشامي.

كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، السيد كريم التاجموتي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية – المغرب، السيد عبد الغني الأخضر، وعدد من المسؤولين والأطر من المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي والقطاعات المعنية.

ومع

## المجلس الاقتصادي والاجتماعي يقدم لرئيس الحكومة دراسة حول السياسة العقارية بالمملكة

<http://www.moroccomedianews.ma/>

قدم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، اليوم الأربعاء بالرباط، لرئيس الحكومة، السيد سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدها بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها.

ونقل بلاغ لرئاسة الحكومة عن السيد العثماني قوله، خلال هذا الاجتماع، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي بطلب من الحكومة "تكتسي أهمية بالغة لأنها تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا".

وأضاف المصدر ذاته أن السيد العثماني سجل بالمناسبة أن العقار "ي طرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار"، معتبرا أنه "بإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية"، مضيفا أن السيد العثماني أكد أن التشاور والحوار حول هذا الورش "له عدة جوانب إيجابية وسيؤدي إلى ضمان الالتفائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع".

وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية "لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، ويساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتفائية"، منوها في هذا الصدد ب"التفاعل الإيجابي والمستمر" للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقا لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس .

وذكر السيد العثماني بأن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز هذه الدراسة حول العقار تم بالنظر للخبرة التي يتوفر عليها المجلس، ولأنه يعكس تمثيلية واسعة لفاعليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطنين.

حضر هذا الاجتماع، على الخصوص، الأمين العام للحكومة، السيد محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، السيدة نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، السيد محمد رضا الشامي.



كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، السيد كريم التاجموعي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية – المغرب، السيد عبد الغني الأخضر، وعدد من المسؤولين والأطر من المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي والقطاعات المعنية.

## مجلس الشامي يعد دراسة بخصوص السياسة العقارية المغربية

<https://ifada.ma/politique/politique-10698.html>

قدّم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لرئيس الحكومة، سعد الدين العثماني، دراسة أعدها بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها .

وقال رئيس الحكومة، في افتتاح اجتماع عقد يوم الأربعاء 26 فبراير 2020، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي تكتسي أهمية بالغة لأنها "تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا ."

وأضاف رئيس الحكومة أن العقار "ي طرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار، لذلك فيإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية."

في نفس السياق، أكد العثماني ان سبب اختيار مجلس رضا الشامي لإنجاز هذه الدراسة، يأتي لكونه يتوفر على الخبرة المطلوبة في المجال، اضافة الى انه يضم تمثيلية واسعة لفعاليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن .

للإشارة، فان الاجتماع كان بحضور كل من الأمين العام للحكومة، محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، محمد رضا الشامي.

كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، كريم التاجموتي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية-المغرب، عبد الغني الأخضر، وعدد من المسؤولين والأطر من المجلس والقطاعات المعنية.

## العثماني: دراسة المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي تكتسي أهمية بالغة لأنها تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية

<https://ache24.ma/archives/14968>

اعتبر سعد الدين العثماني رئيس الحكومة، أن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، بطلب من الحكومة، بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها، تكتسي أهمية بالغة لكونها تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار بالمغرب.

وقال رئيس الحكومة، اليوم (الأربعاء)، في افتتاح اجتماع عقده بهذا الخصوص اليوم الأربعاء، إن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز دراسة حول العقار تم انطلاقا من الخبرة التي يتوفر عليها المجلس، وأيضا لأنه يعكس تمثيلية واسعة لفاعليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن.

وأكد العثماني أن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي تكتسي أهمية بالغة لأنها "تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا".

وشدد رئيس الحكومة على أن العقار في المغرب يطرح إشكالات عديدة ورثت عن عهد الاستعمار، مؤكداً أنه بإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سيتم تحقيق قفزة نوعية في هذا المجال، مذكرا بأن التشاور والحوار حول هذا الورش له عدة جوانب إيجابية وسيفضي إلى ضمان الالتقائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع.

## المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي يقدم العثماني دراسة حول السياسة العقارية

<https://achtari24.com/18773.html>

قدم المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، الأربعاء بالرباط، لرئيس الحكومة، سعد الدين العثماني، الدراسة التي أعدها بشأن الاستراتيجية الوطنية حول السياسة العقارية للدولة ومخطط عمل تنفيذها.

ونقل بلاغ لرئاسة الحكومة عن السيد العثماني قوله، خلال هذا الاجتماع، إن الدراسة التي أنجزها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي بطلب من الحكومة "تكتسي أهمية بالغة لأنها تشكل أرضية لوضع استراتيجية عقارية وطنية تستجيب لعدد من التطلعات في ورش إصلاح العقار ببلادنا".

وأضاف المصدر ذاته أن العثماني سجل بالمناسبة أن العقار "ي طرح إشكالات عديدة ورثناها عن عهد الاستعمار"، معتبرا أنه "بإعداد استراتيجية عقارية وطنية، سنحقق قفزة نوعية". وأضاف السيد العثماني أن التشاور والحوار حول هذا الورش "له عدة جوانب إيجابية وسيؤدي إلى ضمان الالتفائية المطلوبة لتجاوز إشكالات القطاع". وأشاد رئيس الحكومة بكل أشكال التعاون بين مختلف المؤسسات الدستورية الوطنية "لأنه يمكن من العمل بطريقة مندمجة، ويساهم في تجويد السياسات العامة ورفع درجة الالتفائية"، منوها في هذا الصدد ب"التفاعل الإيجابي والمستمر" للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي استجابة لطلب إبداء الرأي الذي أحالته الحكومة عليه، طبقا لمقتضيات المادة السابعة من القانون المنظم للمجلس.

وذكر العثماني بأن اختيار المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإنجاز هذه الدراسة حول العقار تم بالنظر للخبرة التي يتوفر عليها المجلس، ولأنه يعكس تمثيلية واسعة لفعاليات عديدة وهناك آراء شريحة واسعة من المهنيين والفاعلين وممثلي المواطن. حضر هذا الاجتماع، على الخصوص، الأمين العام للحكومة، السيد محمد الحجوي، ووزيرة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، السيدة نزهة بوشارب، ورئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، السيد محمد رضا الشامي.

كما حضر الاجتماع المدير العام للوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية، السيد كريم التاجموتي، ومدير عام وكالة حساب تحدي الألفية – المغرب، السيد عبد الغني الأخضر، وعدد من المسؤولين والأطر من المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي والقطاعات المعنية.